

SEANCE DU 11 AVRIL 2014

L'an **DEUX MILLE QUATORZE**

Le vendredi 11 avril à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 7 avril 2014

ORDRE DU JOUR :

- Délégations consenties par le Conseil Municipal au Maire ;
- Création des commissions municipales et élection de leurs membres ;
- Election des membres de la Commission d'Appel d'Offres ;
- Election des délégués dans les organismes extérieurs ;
- Autorisation de recrutement d'agents de remplacement ;
- Autorisation de recrutement d'agents occasionnels ;
- Questions diverses.

PRESENTS : (17) Mmes ANCELOT Odette, BAUDE Stéphanie, BELLUE Marie-Claude, BERLEMONT Valérie, BILLIER Michèle, CHAMBOUNAUD Valérie, GABISON Martine, PICQ Murielle, VIRUMBRALES Géraldine, MM. BERLINGER Thomas, BERNY François, CADUSSEAU Bruno, COUSTAL Christian, DEBET Daniel, GRIMEE Bernard, MACEIRA Jean-Marie, MOULIN Emmanuel.

ABSENTS EXCUSES (2) : Mme FIORAZZO Irène a donné pouvoir à Mme PICQ Murielle, M. GOUDONNET Eric a donné pouvoir à M. DEBET Daniel.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme BAUDE Stéphanie

DEMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL

Madame Le Maire fait lecture du courrier de Monsieur Manuel RUFFINO annonçant sa démission. La démission est effective à compter du 7 avril 2014, date de réception du courrier en Mairie, celui-ci a été transmis à la Sous-Préfecture. Cette démission a pour effet immédiat de conférer la qualité de conseiller municipal au suivant de la liste, ainsi Madame Le Maire procède immédiatement à l'installation de Mademoiselle Irène FIORAZZO suivante de liste, au sein du Conseil Municipal.

20140401

DELIBERATION RELATIVE AUX DELEGATIONS CONSENTIES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Madame Le Maire expose que les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2122-22) permettent au Conseil Municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à scrutin public, pour la durée du présent mandat, de confier à Madame le Maire les délégations suivantes :

1. D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
2. De fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
3. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
4. De décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
6. De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
7. De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
8. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
9. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;
10. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
11. De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
12. De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
13. De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
14. D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire ;
15. D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ;
16. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de (500) € ;
17. De donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
18. De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
19. D'exercer, au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme ;
20. D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre

En cas d'empêchement du Maire, les délégations seront transférées au premier Adjoint.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Emmanuel MOULIN informe que les nouveaux élus peuvent poser des questions.

Madame Odette ANCELOT aurait préféré avoir la documentation sur l'analyse des délégations données aux Maire avant de voter.

20140402

CREATION DES COMMISSIONS MUNICIPALES ET ELECTION DE LEURS MEMBRES

En vertu de l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut former au cours de chaque séance ou de manière permanente des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil Municipal.

Madame le Maire fait part au conseil Municipal que l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales permet, par décision prise à l'unanimité du conseil Municipal, de désigner les membres des commissions sans avoir nécessairement recours au vote à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des membres.

Madame le Maire propose de créer **6 commissions permanentes** et de désigner pour chacune d'elles ses membres à savoir :

- Commission voirie, urbanisme, assainissement, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière
- Commission finances, gestion du personnel
- Commission écoles, services périscolaires, jeunesse

- Commission développement économique, marchés
- Commission culture, vie associative, fêtes et cérémonies
- Commission communication (journal et site internet)

Le Conseil Municipal,

- approuve la création des 6 commissions municipales ;
- désigne en son sein les membres de chacune des commissions précitées ainsi qu'il suit :

Intitulé des commissions	Membres des commissions	Vote au scrutin public
Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement.	Daniel DEBET Odette ANCELOT Thomas BERLINGER François BERNY Bruno CADUSSEAU Emmanuel MOULIN Eric GOUDONNET Bernard GRIMEE Irène FIORAZZO	19
Finances, gestion du personnel.	Stéphanie BAUDE Emmanuel MOULIN Christian COUSTAL Valérie CHAMBOUNAUD Bruno CADUSSEAU Valérie BERLEMONT Odette ANCELOT Michèle BILLIER Géraldine VIRUMBRALES	19
Ecoles, services périscolaires, jeunesse.	Géraldine VIRUMBRALES Martine GABISON Christian COUSTAL Valérie CHAMBOUNAUD François BERNY Marie-Claude BELLUE Michèle BILLIER Emmanuel MOULIN Irène FIORAZZO	19

Développement économique, marchés.	Stéphanie BAUDE Valérie CHAMBOUNAUD Emmanuel MOULIN Bernard GRIMEE Valérie BERLEMONT François BERNY Odette ANCELOT Michèle BILLIER	19
Culture, vie associative, fêtes et cérémonies.	Martine GABISON Emmanuel MOULIN Jean-Marie MACEIRA Bruno CADUSSEAU Valérie BERLEMONT Daniel DEBET Eric GOUDONNET Odette ANCELOT	19
Commission Communication (journal et site internet)	Stéphanie BAUDE Géraldine VIRUMBRALES Martine GABISON Jean-Marie MACEIRA Christian COUSTAL Marie-Claude BELLUE Emmanuel MOULIN Valérie CHAMBOUNAUD	19

Monsieur Emmanuel MOULIN suggère de rajouter une commission « Cellule de Crise »

20140403

ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPELS D'OFFRES

Madame le Maire fait part au conseil Municipal que l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales permet, par décision prise à l'unanimité du conseil Municipal, de désigner les membres de la Commission d'Appel d'Offres sans avoir nécessairement recours au vote à bulletin secret.

Conformément à l'article 22 du Code des Marchés Publics, la collectivité territoriale doit constituer une Commission d'Appel d'Offres à caractère permanent ;

Les membres titulaires et suppléants sont élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des membres.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, désigne :

- M. MOULIN Emmanuel, membre titulaire
- M. DEBET Daniel, membre titulaire
- M. GRIMEE Bernard, membre titulaire
- M. BERLINGER Thomas, membre suppléant
- M. CADUSSEAU Bruno, membre suppléant
- Mme BELLUE Marie-Claude, membre suppléant

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

ELECTION DES DELEGUES DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal que l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet, par décision prise à l'unanimité du conseil Municipal, de désigner des membres du conseil municipal, pour remplir des fonctions ou siéger dans les organismes extérieurs sans avoir nécessairement recours au vote à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des délégués.

Conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal procède à la désignation de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, sont désignés, au 1^{er} tour :

➤ **Au Syndicat du Bassin Versant de la Livenne :**

- M. DEBET Daniel, délégué titulaire
- Mme BERLEMONT Valérie, déléguée titulaire

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **Au Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blavais :**

- M. BERLINGER Thomas, délégué titulaire
- Mme BELLUE Marie-Claude, déléguée titulaire

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **Au Syndicat Intercommunal des Lycées de Blaye :**

- Mme CHAMBOUNAUD Valérie, déléguée titulaire
- Mme BELLUE Marie-Claude, déléguée titulaire
- M. MOULIN Emmanuel, délégué suppléant
- M. COUSTAL Christian, délégué suppléant

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **Au Syndicat Intercommunal du Collège du Val de Saye :**

- M. COUSTAL Christian, délégué titulaire
- M. BERNY François, délégué titulaire
- Mme VIRUMBRALES Géraldine, déléguée suppléante
- Mme GABISON Martine, déléguée suppléante

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **Aux Conseils d'Ecole de la commune :**

- Mme BELLUE Marie-Claude, déléguée titulaire

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **Au Syndicat Intercommunal d'Electrification de Cagnac :**

- M. MOULIN Emmanuel, délégué titulaire
- Mme PICQ Murielle, déléguée titulaire

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **Au Syndicat Intercommunal des Eaux du Blayais :**

- M. GRIMEE Bernard, délégué titulaire
- M. MOULIN Emmanuel, délégué titulaire

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **A l'Association de Maintien et de Soins à Domicile de la Haute Gironde :**

- Mme PICQ Murielle, représentante titulaire

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **Au Ministère de la Défense, délégation à l'Information et à la Communication de Défense (DICOD) :**

- M. DEBET Daniel, correspondant défense

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

➤ **Au Comité National d'Action Sociale :**

- Mme BILLIER Michèle, déléguée des élus

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

20140405

DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS DE REMPLACEMENT (EN APPLICATION DE L'ARTICLE 3-1 DE LA LOI N° 84-53 DU 26/01/1984)

Le Conseil Municipal ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;

Sur le rapport de Madame le Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

- D'autoriser Madame le Maire à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles. Il sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.
- De prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20140406

DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS OCCASIONNELS

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 3/2 ème alinéa et 34 ;

Considérant que les nécessités du service peuvent exiger l'emploi de personnel à titre occasionnel ;

Sur rapport de Madame le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DECIDE

- d'autoriser Madame le Maire pour la durée de son mandat à engager par recrutement direct en tant que de besoin pour répondre aux nécessités du service, des agents non titulaires à titre occasionnel dans les conditions fixées par l'article 3/2^{ème} alinéa de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;
- de charger Madame le Maire de la constatation des besoins concernés, ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature de leurs fonctions et de leur profil ;
- de prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget

La présente autorisation vaut aussi bien pour la conclusion d'un contrat initial d'une durée maximale de 3 mois que pour son renouvellement éventuel dans les limites fixées par l'article 3/2ème alinéa de la loi du 26 janvier 1984 précitée, si les besoins du service le justifient.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

QUESTIONS DIVERSES

- TELETRANSMISSION DES DOCUMENTS

Madame PICQ informe que les conseillers municipaux qui le souhaitent recevront les convocations, la note de synthèse et le compte-rendu du précédent conseil via la plateforme S2LOW, sous forme dématérialisée.

- Madame Le Maire informe le Conseil que la Commission Assainissement se réunira le 15 avril 2014.

- Madame le Maire annonce qu'un pot sera organisé le 16 mai prochain à 18 h 30, salle courade avec les administrés. La Commission en charge des fêtes et cérémonie se réunira le mardi 6 mai à 20 h 30 pour organiser ce rendez-vous.
- Madame Le Maire envisage la rédaction d'un règlement intérieur pour le conseil municipal ainsi qu'une charte de bonne conduite. Une groupe de travail est créé, il est composé de : FIORAZZO Irène, BILLIER Michèle, BERLEMONT Valérie, BAUDE Stéphanie, VIRUMBRALES Géraldine et PICQ Murielle.

Monsieur Christian COUSTAL n'en voit pas l'utilité.

Informations diverses de Madame Le Maire

- La CDC organise une journée de la petite enfance le 17 mai prochain à SAINT-GIRONS-D'AIGUEVIVES.
- Une visite des bâtiments communaux pour tous les élus est proposée le samedi 26 avril 2014 à 9 heures.
- La commission des écoles se réunira le 29 avril à 20 h 30 pour évoquer les rythmes scolaires.
- Formation AMG : un email a été adressé aux élus leur proposant des formations.
- Les réunions du conseil municipal seront organisées une fois par mois le mercredi à 20 h 30.

Monsieur COUSTAL souhaite que le nouveau conseil municipal définisse le nom du Centre de Soins, la précédente municipalité avait retenu le nom de « Village de Santé – Centre de Soins ». Il demande que le conseil municipal enfants ainsi que les professionnels de santé participent au choix. Madame PICQ est favorable à cette proposition.

Monsieur COUSTAL souhaiterait qu'un budget supplémentaire soit voté afin d'inscrire les projets annoncés lors de la campagne électorale. Madame PICQ informe qu'il convient d'abord d'étudier les dossiers, de faire réaliser des devis avant de modifier les inscriptions budgétaires. Monsieur MOULIN informe que nous avons la possibilité de faire des délibérations modificatives.

Monsieur BERLINGER propose d'avoir un projet cohérent, en maîtriser les coûts et les priorités.

Madame ANCELOT demande la communication des budgets. Madame PICQ informe que le secrétariat transmettra à l'ensemble des élus les budgets votés.

La Séance est levée à 22 h 15.

Le Maire, Murielle PICQ